



Éducation au Sénégal Niveau intermédiaire : soutien à l'apprentissage dans les premières années scolaires, utilisation des données et mise en œuvre de l'enseignement bilingue

Résumé de l'étude

Objectif et conception de l'étude

Le Sénégal est l'un des derniers pays d'Afrique de l'Ouest à avoir adopté de manière complète et systématique l'enseignement des langues nationales dans les premières années scolaires comme voie vers le multilinguisme total, avec la transition vers le français comme principale langue d'enseignement dans le cycle primaire supérieur. La nouvelle politique MOHEBS (Modèle Harmonisé de l'Enseignement Bilingue du Sénégal) a été mise en œuvre par étapes dans toutes les régions. Elle concerne six langues nationales et a été mise en œuvre en fonction des calendriers et du soutien des partenaires. Cette étude parle des efforts faits par le ministère de l'Éducation nationale et ses partenaires au niveau national. Elle se concentre sur les priorités, les activités et les expériences du niveau intermédiaire au Sénégal. Elle parle aussi des personnes qui s'occupent de la mise en œuvre des politiques et du soutien aux écoles. Ces personnes sont les Inspections d'Académie (IA) et les Inspections de l'Éducation et de la Formation (IEF). Elle cherche à répondre à trois questions:

1. **Comment le niveau intermédiaire soutient-il l'enseignement et l'apprentissage dans les premières années scolaires au Sénégal ?**
2. **Comment le personnel régional, départemental et scolaire collecte-t-il, analyse-t-il et utilise-t-il les données et les informations pour la prise de décision et le soutien à l'apprentissage dans les premières années scolaires ?**
3. **Comment les expériences et les pratiques de mise en œuvre de l'enseignement bilingue dans les premières années scolaires se comparent-elles entre les régions ?**

La recherche adopte une approche mixte afin de trianguler les résultats. La collecte de données qualitatives et quantitatives s'est déroulée en mai 2025 et a mobilisé plus de 130 acteurs du secteur éducatif dans trois régions. Deux de ces régions ont amorcé la mise en œuvre de l'enseignement bilingue dès la première année du cycle primaire au cours de l'année scolaire 2024–2025, avec l'appui du gouvernement et de la Banque mondiale. La troisième région, pour sa part, avait déjà introduit le programme MOHEBS dans les classes de première et deuxième années, bénéficiant du soutien de l'USAID et du gouvernement. Dans chaque région, l'échantillon comprenait un district urbain et un district rural (soit six districts au total). À l'intérieur de chaque district, une école primaire publique urbaine et une école primaire publique rurale ont été sélectionnées (soit douze écoles au total). La collecte de données a mobilisé plusieurs instruments : entretiens approfondis, groupes de discussion, collecte de documents et d'outils, ainsi qu'enquêtes auprès du personnel régional, des districts et des écoles, mais aussi auprès des représentants municipaux et des associations de parents. Une analyse des réseaux sociaux a également été conduite afin de comprendre la circulation de l'information entre les niveaux district et école. La collecte de données infranationale a été complétée par dix entretiens menés avec des responsables du ministère de l'Éducation nationale et avec des partenaires. Le plan d'étude a reçu l'approbation d'un groupe de travail de recherche du ministère de l'Éducation nationale avant le lancement de la collecte. La recherche a été financée par la Fondation Gates.

Résumé des résultats

1. Soutien de niveau intermédiaire à l'enseignement et à l'apprentissage en début de primaire

Au Sénégal, l'enseignement et l'apprentissage aux premières années du primaire ne constituent pas une priorité constante pour les acteurs régionaux (IA), départementaux (IEF) ou scolaires. Les inspections académiques se concentrent principalement sur l'enseignement secondaire ainsi que sur la transmission et la consolidation des données entre les niveaux national et local. Dans le domaine de l'enseignement primaire, le personnel régional tend à mettre l'accent sur les résultats aux examens de fin de cycle, en lien avec leurs contrats de performance et leurs stratégies régionales. Pourtant, les inspections académiques occupent une position stratégique pour renforcer les apprentissages fondamentaux et l'enseignement bilingue, compte tenu de leur rôle de supervision des inspections départementales et de leurs liens avec les centres régionaux de formation des enseignants.

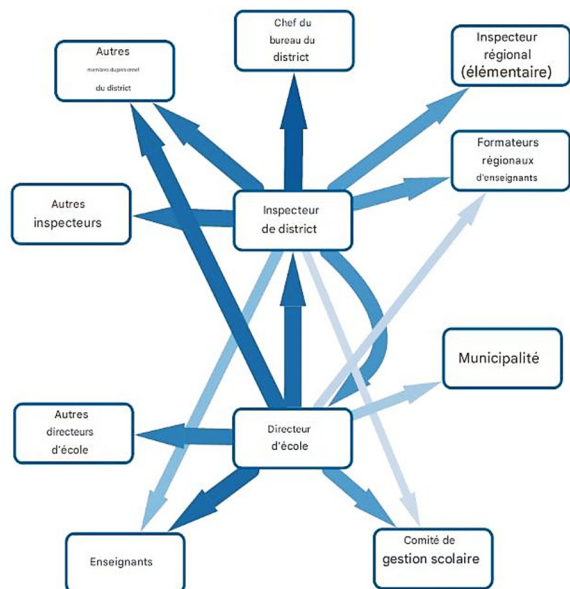
Au niveau départemental, bien que l'importance de l'apprentissage de la lecture en début de scolarité soit reconnue, celle-ci est souvent reléguée au second plan au profit d'autres réformes, notamment en mathématiques, ou de la préparation aux examens de fin de cycle. Les services départementaux disposent d'une solide expertise pédagogique et manifestent une volonté de soutenir les écoles, mais l'équipe d'inspecteurs de circonscription se heurte à de fortes contraintes pour effectuer des visites scolaires. Les inspecteurs cumulent plusieurs fonctions — supervision de circonscriptions, direction de départements, coordination de réformes ou de partenariats — ce qui, s'il a permis de constituer un vivier d'inspecteurs travaillant de manière coordonnée et flexible, limite néanmoins leurs capacités de déplacement dans les écoles. Ces multiples responsabilités, combinées à la concurrence des priorités éducatives et à d'importantes contraintes de transport, se traduisent par des visites de classes peu fréquentes, en particulier dans les premières années du primaire. Près de trois quarts des enseignants de début de cycle interrogés (n=29) ont déclaré ne pas avoir reçu de visite d'observation en classe de la part d'un inspecteur départemental au cours de l'année écoulée. Les inspecteurs recourent principalement à des groupes WhatsApp et à des appels téléphoniques pour interagir avec les écoles,

mais les acteurs scolaires expriment un besoin accru d'appui en présentiel de la part des services départementaux.

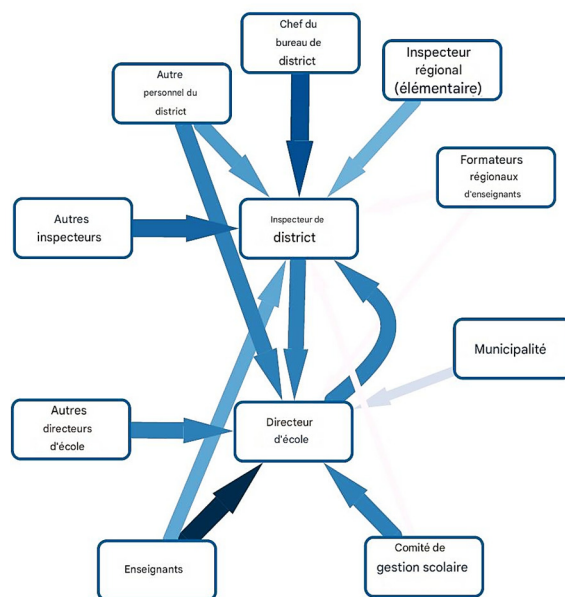
Dans ce contexte, les directeurs d'école jouent un rôle crucial en tant que principale source de soutien pédagogique au quotidien pour les enseignants. Ils apportent leur soutien en organisant des observations en classe et des sessions de formation professionnelle. Des réseaux volontaires de directeurs d'école, désignés sous le nom de CODEC, se sont développés comme des plateformes essentielles pour l'apprentissage entre pairs et la coordination. Ils contribuent à l'organisation d'activités pédagogiques communes, à la mutualisation des ressources et à la création de espaces de rencontre pour la résolution de problèmes. Bien qu'ils ne bénéficient d'aucun financement ni d'un statut officiel, ces acteurs jouent un rôle essentiel de lien entre les districts et les écoles. Ils présentent par ailleurs un fort potentiel pour renforcer le soutien pédagogique et l'enseignement bilingue. En outre, l'engagement communautaire dans le domaine de l'éducation présente des disparités notables. Dans certaines écoles, les autorités locales et les comités de gestion scolaire mettent à disposition des ressources, telles que des cahiers et des photocopies, ce qui revêt une importance particulière étant donné que les écoles ne bénéficient pas de financements opérationnels. Cependant, il n'existe pas de coordination systématique entre les municipalités et les districts pour garantir que le soutien soit ciblé sur les écoles qui en ont le plus besoin.

Les résultats de l'analyse des réseaux sociaux adaptée, présentés dans les figures 1 et 2, mettent en évidence les relations solides entre les inspecteurs de district et entre les directeurs d'école (dans le cadre des réseaux CODEC), ainsi que les relations plus faibles entre ces acteurs et les acteurs politiques régionaux ou locaux. Comme l'illustre la figure 1, les inspecteurs de district s'appuient principalement sur les conseils en matière d'apprentissage dans les premières années scolaires prodigués par le personnel de leur bureau, à savoir leur supérieur hiérarchique, d'autres inspecteurs et d'autres membres du personnel du district. En outre, les liens avec les acteurs extérieurs, tels que les établissements scolaires, les bureaux régionaux ou les centres de formation des enseignants, se révèlent significativement moins développés. En revanche, les directeurs d'école s'appuient fortement sur leurs enseignants, les autres directeurs d'école (par l'intermédiaire du CODEC), les inspecteurs de district et les autres membres du personnel. Concernant l'influence sur le temps et les priorités, la figure 2 met en évidence que les inspecteurs sont principalement influencés par le chef de l'IEF, les autres inspecteurs et les directeurs d'école. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte plus large, reflétant à la fois les structures de supervision en place et l'interconnexion entre les inspecteurs. Les directeurs d'école subissent une forte influence de la part des enseignants, ce qui est en accord avec les conclusions des entretiens qui mettent en exergue leur rôle en tant qu'équipes pédagogiques. Les acteurs régionaux, à l'instar de l'inspecteur de référence pour l'enseignement primaire de l'Inspection académique et des centres régionaux de formation initiale des enseignants, ainsi que les municipalités, exercent une influence relativement limitée sur les priorités et la gestion du temps des inspecteurs et des directeurs d'école.

Chiffre 1. Sur qui les inspecteurs de district et les directeurs d'école comptent-ils pour obtenir des conseils techniques sur



Chiffre 2. Quels acteurs les inspecteurs de district et les directeurs d'école déclarent-ils avoir la plus grande influence sur leurs



2. Collecte, analyse et utilisation des données sur les premières années scolaires

L'étude a révélé des pratiques de collecte et d'analyse des données solides sur les premières années scolaires dans les régions étudiées. En effet, les écoles procèdent à des collectes régulières de données d'évaluation par niveau et par matière. Ces données comprennent des pré-tests, des évaluations trimestrielles, des post-tests et des examens blancs de fin de cycle. Les réseaux scolaires, sous la direction des directeurs d'établissements (CODEC), jouent également un rôle essentiel dans la consolidation et la transmission de ces données, allégeant ainsi la charge de travail des bureaux de district et permettant une communication efficace via l'application de messagerie instantanée WhatsApp. Il a été constaté que les établissements scolaires procèdent à une déclaration selon laquelle ils utilisent les données en question au début de l'année scolaire et à chaque trimestre. Cette utilisation a pour finalité l'orientation des sessions de rattrapage, des stratégies pédagogiques et le soutien des directeurs d'école. Dans le cadre du district, le personnel de l'IEF procède à une analyse régulière des données d'évaluation des élèves. Ces données sont ensuite utilisées pour cibler les visites scolaires et les activités de rattrapage et de formation. Cependant, comme le temps et les ressources du personnel du district sont limités, d'autres priorités, telles que l'examen de fin de cycle en 6e année, détournent souvent l'attention des premières années. Les bureaux régionaux, quant à eux, ont une implication limitée dans l'utilisation des données sur les premières années, se concentrant principalement sur l'enseignement secondaire et les rapports plus généraux sur le système éducatif. Dans le cadre du système éducatif, les acteurs impliqués ont manifesté leur confiance en la fiabilité des données recueillies. Cependant, des obstacles d'ordre technique et logistique ont été identifiés. Ces derniers comprennent l'utilisation de rapports papier dans les zones rurales et le faible niveau de maîtrise des outils numériques par certains directeurs d'école. Ces défis ont pour conséquence des incohérences et des retards qui représentent une part significative du temps alloué aux responsables des statistiques du district. Cette situation détourne l'attention de l'utilisation des données pour l'amélioration de l'enseignement. Les directeurs d'école et le personnel du district ont manifesté leur intérêt pour un

programme de formation plus approfondi en gestion et analyse des données, visant à consolider le soutien pédagogique.

3. Mise en œuvre et soutien de l'enseignement bilingue

La réforme de l'enseignement bilingue MOHEBS a reçu un accueil favorable de la part du personnel éducatif à tous les niveaux du système éducatif au Sénégal. Cependant, il a été observé que l'attention portée à cette réforme et le soutien qu'elle reçoit de la part des instances intermédiaires présentent des disparités. Dans les régions étudiées, le soutien des instances intermédiaires à l'enseignement bilingue est mieux institutionnalisé dans la région où la réforme est en place depuis plus longtemps. En effet, dans cette région, des formations initiales et des formations de mise à niveau fréquentes ont été dispensées aux enseignants de première et de deuxième années qui mettent en œuvre l'enseignement bilingue. De plus, la plupart d'entre eux disposent de suffisamment de matériel pédagogique et didactique. Malgré le retrait du soutien de l'USAID (par le biais du programme RELIT) en février 2025, l'enseignement bilingue continue d'être soutenu par des visites régulières d'accompagnement des enseignants par les inspecteurs de district et les directeurs d'école. Cette question est discutée dans les communautés d'apprentissage professionnel et intégrée dans les programmes de formation initiale du centre régional de formation des enseignants. Bien que le soutien logistique des partenaires ait cessé et que les agents territoriaux soient confrontés à une augmentation de leurs responsabilités professionnelles et à des difficultés de mobilité, les responsables locaux ont réaffirmé leur détermination à poursuivre la mise en œuvre des activités de soutien. Les établissements scolaires de cette région ont par ailleurs indiqué que les résultats des élèves s'étaient sensiblement améliorés grâce à l'enseignement bilingue. Toutefois, ils ont exprimé le souhait que les formations de mise à niveau sur cette approche et sur les langues nationales se poursuivent. Les municipalités ont reconnu avoir pris connaissance du MOHEBS, mais ont souligné la nécessité d'un engagement plus profond.

Cependant, les régions et les districts qui en sont à leur première année de mise en œuvre n'ont pas encore accordé la priorité au MOHEBS dans leurs efforts de planification, de soutien pédagogique et de suivi. Dans ces régions, la cartographie des langues nationales pour chaque école est achevée et une première formation en cascade a été dispensée au cours des premiers mois de l'année scolaire. Cependant, les enseignants de première année ont signalé de nombreuses difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre de ce programme. Il a été constaté que les établissements scolaires n'ont reçu qu'une partie du matériel pédagogique et didactique prévu par la réforme, dont certains uniquement sous forme électronique, et ce, plusieurs mois après la formation. Dans ces régions, le MOHEBS ne figure pas au rang des priorités pour les services régionaux et départementaux. Les points focaux régionaux, les inspecteurs de district et les directeurs d'école ont signalé un manque d'outils d'orientation et d'accompagnement pour soutenir les observations de l'enseignement bilingue. Il convient de mentionner que les enseignants sont confrontés à des défis majeurs en raison de la charge de travail conséquente qui leur incombe, des priorités concurrentes qui se superposent et des contraintes logistiques qui limitent leur capacité à fournir un soutien adéquat au programme MOHEBS. Néanmoins, les enseignants du primaire ont indiqué que les groupes WhatsApp du MOHEBS et les directeurs d'école fournissent un certain soutien pédagogique. En opposition avec la région qui bénéficie d'une expérience plus substantielle dans ce domaine, les CODEC ne sont pas pleinement mobilisés pour soutenir l'enseignement bilingue au sein des communautés d'apprentissage professionnel ou des inspections conjointes dans les régions concernées. Il a été constaté que tous les directeurs d'école ne donnent pas la priorité à l'enseignement bilingue, et que certains ne se sentent pas équipés, sur le plan linguistique et pédagogique, pour apporter un soutien significatif. En outre, l'implication des municipalités et des comités de gestion scolaire dans le MOHEBS demeure limitée. Les membres de la communauté pourraient fournir un soutien substantiel aux établissements scolaires en identifiant des locuteurs natifs de la langue nationale. Cette contribution serait particulièrement bénéfique pour les enseignants qui ne maîtrisent pas la langue d'enseignement.

Dans l'ensemble des régions étudiées, les professionnels de la planification, des ressources humaines, du suivi et de l'évaluation ont souvent une connaissance approfondie du MOHEBS, mais ils expriment un besoin de clarification et de soutien pour l'intégrer efficacement dans leur pratique professionnelle. Dans les zones rurales, où le taux de rotation du personnel enseignant est particulièrement élevé, il apparaît essentiel de mettre en place des formations continues en enseignement bilingue afin d'assurer une mise en œuvre efficace de cette pratique pédagogique. Si l'inadéquation entre la langue d'enseignement des écoles et les compétences des enseignants constitue un sujet de préoccupation majeur, cette étude a également révélé que le soutien pédagogique apporté à ces enseignants est encore entravé par l'inadéquation entre la langue utilisée par les directeurs d'école et les inspecteurs de district et celle utilisée dans les écoles dont ils ont la responsabilité.

Recommandations

- **Donner la priorité aux premières années scolaires et à l'enseignement bilingue** dans les documents de planification régionaux, départementaux et scolaires, les contrats de performance et les centres régionaux de formation des enseignants.
- **Dispenser des formations de mise à niveau et fournir du matériel** sur l'enseignement bilingue et les langues nationales, et intégrer le MOHEBS dans les programmes de formation initiale des enseignants.
- **Fournir au personnel régional et départemental** chargé de la planification, du suivi et de l'évaluation, ainsi que des ressources humaines, des conseils et des outils spécifiques à leur rôle afin d'intégrer la réforme MOHEBS dans leurs fonctions essentielles (par exemple, prise en compte des langues dans l'affectation des enseignants, intégration du MOHEBS dans les routines de planification, outils de collecte de données sur la mise en œuvre du MOHEBS).
- **Tirer systématiquement parti du soutien du CODEC pour l'apprentissage dans les premières années scolaires:** étendre les bonnes pratiques du CODEC, telles que la mise en commun des ressources, les communautés d'apprentissage professionnelles externes, le partage de données et d'informations, et les observations conjointes en classe.
- **Renforcer le soutien au niveau des écoles pour l'enseignement dans les premières années** grâce à des visites plus fréquentes et ciblées des inspecteurs et des directeurs d'école, en utilisant des outils pour guider l'observation de l'enseignement bilingue.
- **Fournir les ressources essentielles** (par exemple, des véhicules de travail suffisants pour les districts ; un financement opérationnel régulier pour les CODEC et les écoles) afin de surmonter les obstacles liés au transport pour les visites scolaires et de permettre les activités des CODEC et le fonctionnement de base des écoles.
- **Optimiser les groupes WhatsApp du MOHEBS** afin de fournir des conseils pratiques sur la réforme, de recueillir des commentaires à l'intention des décideurs et de partager des ressources linguistiques nationales.
- **Impliquer et coordonner les acteurs communautaires** (municipalités et comités de gestion scolaire) afin de fournir un soutien linguistique national dans les écoles. L'étude sur l'adéquation linguistique menée par Science of Teaching a révélé que dans de nombreuses écoles, les enseignants ne maîtrisent pas la langue nationale d'enseignement (pour plus d'informations sur cette étude, veuillez consulter <https://scienceofteaching.site/language-of-instruction/>).